

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
43 rue du Docteur Charles Durosselle
16000 Angoulême

Angoulême, le 08/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ORECO

44 Boulevard Oscar Planat
BP 109
16100 Cognac

Références : 2025 1181 UbD 16-86 Env
Code AIOT : 0007204479

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/09/2025 dans l'établissement ORECO implanté Avenue des Torulas Chez Miot 16100 Merpins. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'objectif de la visite inopinée est de vérifier que le plan d'opération interne (POI) est correctement établi et permet de gérer aussi bien que possible la survenue d'un sinistre. A ce titre, un exercice inopiné de déclenchement de POI a été réalisé.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ORECO
- Avenue des Torulas Chez Miot 16100 Merpins
- Code AIOT : 0007204479

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le site d'ORECO (Organisation économique du Cognac) situé avenue de Torulas à Merpins et à Chateaubernard a une activité de stockage de Cognac pour le compte de tiers.

Le site est soumis à autorisation au titre de la rubrique 4755-1 de la nomenclature des installations classées pour des chais de stockages d'alcools de bouche. La quantité d'alcools de bouche d'origine agricole susceptible d'être présente (QSP) est de 264 570m³, soit 238 113t.

L'établissement est autorisé par arrêté préfectoral du 6 juin 2011, modifié par arrêté du 29 novembre 2019, et complété par arrêté du 13 septembre 2022.

L'établissement est aussi régi depuis lors par:

- un arrêté préfectoral complémentaire du 23/10/2024 concernant la création d'un bâtiment modulaire de stockage de combustibles et plusieurs modifications de chais existants (QSP...);
- un arrêté préfectoral du 16/10/2024 portant sur le calendrier des mesures écologiques à déployer dans le cadre de la construction des nouveaux chais, autorisés par l'APC de 2022 sur la partie de Chateaubernard.

Le site est classé Seveso seuil haut et n'a pas fait l'objet d'un PPRT car les zones d'effets significatifs ne sortaient pas des limites du site.

ORECO emploie environ 90 personnes, dont 60 affectées à cet établissement, qui fonctionne de 6h30 à 19h00 du lundi au vendredi.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;

- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan d'opération interne – existence	Code de l'environnement du 01/06/2015, article L 515-41	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Stratégie d'intervention	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point c)	Demande d'action corrective	2 mois
4	Alerte	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point d) et e)	Demande d'action corrective	1 mois
5	Premiers prélèvements environnementaux	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point i)	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Exercice POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5	Demande d'action corrective	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Déclenchement des procédures d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point a)	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exercice incendie a été compliqué au démarrage du fait d'un manque de formation d'une partie du personnel de la société de sécurité présente sur le site. A l'inverse, le personnel de la société ORECO a pleinement pris ses responsabilités pour gérer le sinistre et répondre aux différentes attentes prévues dans le POI.

L'inspection rappelle que l'ensemble du personnel (même les sous-traitants) présents sur le site et impliqués dans la gestion du sinistre doit être formé. Des exercices réguliers doivent être réalisés afin que depuis le personnel de la société de sécurité jusqu'au DOI, chacun sache les actions à réaliser et ne perde pas ses moyens au regard du stress généré par ce type de situation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'opération interne – existence

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/06/2015, article L 515-41
Thème(s) : Risques accidentels, POI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant élabore un plan d'opération interne en vue de :</p> <p>1° Contenir et maîtriser les incidents de façon à en minimiser les effets et à limiter les dommages causés à la santé publique, à l'environnement et aux biens ;</p> <p>2° Mettre en œuvre les mesures nécessaires pour protéger la santé publique et l'environnement contre les effets d'accidents majeurs.</p> <p>L'exploitant tient à jour ce plan.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un POI du 11/01/2024.</p> <p>L'inspection a constaté que le POI et les différentes fiches POI sont présentes en salle de crise. Les fonctions sont réparties dans des boîtes avec des chasubles pour chacun des intervenants.</p> <p>Le POI présente l'ensemble des chais présents sur le site. Il existe 4 scénarios sur le site (Incendie de chai, Explosion d'une citerne routière, Déversement d'eaux de vie, Séisme). Chaque scénario est associé à des actions à réaliser.</p> <p>Pour chaque chai, les zones d'effets sont présentées.</p>

<p>Le jour de l'inspection, il n'a pas été contrôlé si le POI reflétait la situation réelle sur le terrain (chais en exploitation sur Chateaubernard, bâtiment modulaire de stockage de combustible, etc.)</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant vérifie que son POI est bien à jour au regard des différentes constructions de chais en cours ainsi que du bâtiment modulaire de stockage de combustible. Si le POI n'est pas à jour, l'exploitant met à jour son POI et le transmet à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 2 : Déclenchement des procédures d'urgence

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point a)</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, POI</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination ;</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté dans le POI que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le chapitre 10 du POI « Rôles et Responsabilités » du POI précise les missions de chaque fonction. - Des fiches réflexes existent pour chaque fonction du POI (Agent du PC Sécurité, Directeur des Opérations Internes, etc.). <p>Ces fiches missions sont conservées dans des boîtes qui sont remis à chaque intervenant lorsque la salle de crise est créée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Stratégie d'intervention

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point c)</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, POI</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;</p>

<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que dans les scénarios « Incendie de chai », le POI précise la stratégie d'intervention avant l'intervention des pompiers.</p> <p>L'inspection a constaté l'absence de plan dans le POI :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Plans des zones à risque à jour - Plans des réseaux à jour <p>L'inspection a constaté que le POI contient un plan de l'environnement proche permettant de connaître précisément les différents enjeux présents à proximité du site ORECO.</p> <p>Les réserves d'eau, les poteaux incendies, les locaux sprinkler sont localisés sur un plan. Aucun plan ne recense les RIA/PIA ainsi que les extincteurs présents dans les chais et à proximité.</p> <p>L'exploitant a précisé que le POI est en cours de mise à jour et intégrera ces différents éléments.</p> <p>L'exploitant a indiqué ne pas mutualiser des moyens avec un autre établissement.</p> <p>L'annuaire contient les coordonnées des forces de l'ordre, des services de secours, de la médecine du travail et de l'administration (sous-préfecture, mairie et DREAL), etc.</p> <p>L'inspection a constaté que le POI ne décrit pas le message téléphonique type adressé à la population via la mairie, et ne présente pas de contenu type des communiqués de presse.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant met à jour son POI en incluant les éléments manquants recensés dans la partie constat.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 4 : Alerte

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point d) et e)</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, POI</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ;</p>

Constats :

Le POI dispose de 2 schémas d'alerte :

- Un schéma en heures ouvrées
- Un schéma en heures non ouvrées.

Le POI dispose d'une organisation de l'astreinte en heures non ouvrées.

La liste des personnes à alerter est à jour.

L'exploitant a précisé qu'en cas de détection incendie, la centrale incendie précise la localisation exacte de l'incident.

Cf partie confidentielle.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit mettre en place des modules de formation sur la gestion d'une alerte pour le personnel de gardiennage du site présent 24/24, 7/7 (heures ouvrées et heures non ouvrées). Ces formations doivent inclure des mises en situation afin que ces personnels soient préparés au mieux pour gérer une alerte et prévenir ensuite les bonnes personnes. Les actions à réaliser doivent être présentées et testées régulièrement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Premiers prélèvements environnementaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point i)

Thème(s) : Risques accidentels, POI

Prescription contrôlée :

i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, et portant sur les substances toxiques, les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, les substances générant des inconvénients fortes sur de grandes distances. Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.

Constats :

L'inspection a constaté que le POI dispose d'un message type à destination de l'organisme choisie pour réaliser les prélèvements environnementaux en phase incidentelle / accidentelle.

<p>Le jour de l'exercice, il a été demandé d'appeler cet organisme afin de vérifier les conditions d'arrivée sur le site. L'organisme a indiqué être disponible en 2h30-3h; à noter que l'organisme est la société SOCOTEC dont l'agence se trouve à Bordeaux. Le temps de route pour venir à Cognac est donc bien cohérent avec les indications données par l'organisme.</p>
<p>Le jour de l'inspection, il n'a pas été vérifié dans les conditions réelles si les conditions d'arrivée sur le site (entre 2h30-3H00) sont conformes aux conditions prévues dans le contrat (4 h).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant justifie que les conditions d'arrivée sur le site précisées le jour de l'inspection sont conformes aux dispositions prévues dans le contrat, en envisageant de réaliser un exercice POI intégrant une simulation de la mise en œuvre des premiers prélèvements environnementaux pour s'assurer du respect du délai d'intervention du laboratoire sur site, de la conformité du matériel de prélèvement à déployer dans l'ensemble des matrices identifiées (air, eau et sol) ainsi que de la compétence du personnel dépêché pour réaliser lesdits prélèvements.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 6 : Exercice POI

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, POI/SGS</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence.</p> <p>Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée.</p> <p>Ces procédures font l'objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ; - de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, il a été organisé un exercice POI hors heures ouvrées. Les constats et le logigramme sont présents en annexe confidentielle.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Cf Demande dans le PDC 4.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective